

Art. 14. § 1er. Dans l'article 198, § 4, de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, y inséré par l'arrêté royal du 21 mars 1985 fixant le statut social des travailleurs visés aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les mots « ou à l'article 6, § 3, de l'arrêté royal du 29 août 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux » sont insérés entre les mots « à l'article 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères » et « l'Office national de l'Emploi délivre ».

§ 2. L'article 198 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Endéans le mois qui suit le trimestre pendant lequel le membre du personnel a bénéficié de l'allocation d'interruption visée à l'article 6, § 4, de l'arrêté royal du 29 août 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, le Ministère de l'Education nationale délivre une attestation d'ayant droit à une allocation d'interruption ».

Art. 15. La période d'occupation du chômeur ne peut en aucun cas excéder la durée de l'interruption de carrière du titulaire.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1985.

Art. 17. Nos Ministres de l'Education nationale et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Education nationale,
A. BERTOUILLE

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 85 — 2145

10 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1980 portant exécution de l'article 121, 10°, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 121, 10°, modifié par les lois des 8 août 1980 et 1er août 1985 et les arrêtés royaux n°s 22 du 23 mars 1982 et 214 du 30 septembre 1983;

Art. 14. § 1. In artikel 198, § 4, van het koninklijk besluit van 4 november 1963 houdende uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, aldaar ingevoegd door het koninklijk besluit van 21 maart 1985 tot vaststelling van het sociaal statuut van de werknemers bedoeld bij de artikelen 100 en 102 van de herstellwet van 22 februari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de woorden « of bij artikel 6, § 3, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra » ingevoegd tussen de woorden « bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries » en « reikt de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening ».

§ 2. Artikel 198 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 houdende uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Het Ministerie van Onderwijs reikt aan het personeelslid, dat een onderbrekingsuitkering geniet, bedoeld bij artikel 6, § 4, van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, binnen de maand na het einde van het kwartaal gedurende hetwelk het een onderbrekingsuitkering heeft genoten, een bewijs van rechthebbende op een onderbrekingsuitkering uit ».

Art. 15. De periode van tewerkstelling van een werkloze mag in geen geval de duur van de loopbaanonderbreking van de titularis overtreffen.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1985.

Art. 17. Onze Ministers van Onderwijs en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 85 — 2145

10 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 september 1980 tot uitvoering van artikel 121, 10°, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 121, 10°, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980 en 1 augustus 1985 en de koninklijke besluiten nrs. 22 van 23 maart 1982 en 214 van 30 september 1983;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1980 portant exécution de l'article 121, 10°, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifié par les arrêtés royaux des 17 juin 1981, 19 octobre 1982 et 18 juillet 1985;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite que les dispositions du présent arrêté doivent entrer en vigueur le plus vite possible et que l'application du présent arrêté implique une prompte information des intéressés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 2 de l'arrêté royal du 15 septembre 1980 portant exécution de l'article 121, 10°, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Toute personne, à qui des pensions et/ou avantages complémentaires sont accordés par des institutions étrangères ou supranationales et dont le montant majoré du montant d'une ou de plusieurs pensions belges est supérieur au plancher, est tenu d'en faire la déclaration à l'Institut. »

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Lorsqu'à une même personne sont accordées une ou plusieurs pensions n'ayant pas subi la retenue d'office conformément au § 1er, mais dont le montant global éventuellement majoré du montant des avantages complémentaires et des pensions ou avantages accordés par des institutions étrangères ou supranationales est supérieur au plancher, l'Institut ordonne aux organismes débiteurs d'effectuer la retenue sans tenir compte du plancher. Cette retenue ne peut être opérée qu'à partir du deuxième mois suivant celui au cours duquel l'Institut en a chargé l'organisme débiteur. »

2° le § 4, alinéa 1er, est complété par la disposition suivante :

« § 4. Lorsqu'après retenue, le montant total des pensions et avantages complémentaires payé à la même personne est inférieur au plancher, l'Institut rembourse d'office les retenues indues à l'intéressé. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Les organismes débiteurs doivent envoyer à l'Institut toutes les déclarations justificatives des retenues dues dans la forme prescrite par le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions et dans le mois qui suit celui au cours duquel la pension et/ou l'avantage complémentaire a été versé. »

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. A l'expiration du délai visé à l'article 121, 10°, alinéa 4, de la loi précitée du 9 août 1963, tout organisme débiteur qui, à tort, n'a pas opéré la retenue ou n'en a pas versé le produit est en demeure de plein droit. Les montants non payés dans ce délai donnent lieu à déduction par l'organisme débiteur d'une majoration de 10 p.c. et d'un intérêt de retard de 12 p.c. l'an, à partir de l'expiration dudit délai jusqu'au jour de leur paiement.

Le défaut de remise à l'Institut dans la forme et le délai prescrits des déclarations visées à l'article 4 du présent arrêté donne lieu à déduction par l'organisme débiteur d'une indemnité forfaitaire de 1 000 francs augmentée de 100 francs par bénéficiaire et de 100 francs par tranche de 100 000 francs de pensions versés.

L'Institut est chargé du recouvrement des montants visés au présent paragraphe. »

Gelet op het koninklijk besluit van 15 september 1980 tot uitvoering van artikel 121, 10°, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 juni 1981, 19 oktober 1982 en 18 juli 1985;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een efficiënte werking van de Rijksadministratie maakt dat de bepalingen van dit besluit zo snel mogelijk in werking moeten treden en dat de toepassing van dit besluit een tijdige informatie van de betrokken noodzakelijk maakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 september 1980 tot uitvoering van artikel 121, 10°, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Ieder persoon aan wie door buitenlandse of supranationale instellingen pensioenen en/of aanvullende voordelen worden toegekend, waarvan het bedrag, vermeerderd met het bedrag van één of meer Belgische pensioenen, hoger is dan de drempel, is ertoe gehouden daarvan aangifte te doen bij het Rijksinstituut. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. Wanneer aan een zelfde persoon één of meer pensioenen worden toegekend waarop de inhouding van ambtswege niet overeenkomstig § 1 is verricht, maar waarvan het totaal bedrag, eventueel verhoogd met het bedrag van de aanvullende voordelen en van de pensioenen of voordelen, toegekend door buitenlandse of supranationale instellingen, hoger is dan de drempel, geeft het Rijksinstituut de uitbetalingsorganismen opdracht de inhoud te doen zonder rekening te houden met de drempel. Deze inhouding wordt slechts verricht vanaf de tweede maand na deze waarin het Rijksinstituut het uitbetalingsorganisme hiertoe opdracht heeft gegeven. »

2° de § 4, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. Indien na inhouding het totaal bedrag van de pensioenen en de aanvullende voordelen dat aan dezelfde persoon is uitbetaald, lager is dan de drempel, betaalt het Rijksinstituut de onverschuldigde inhoudingen van ambtswege terug aan de betrokkene. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. De uitbetalingsorganismen moeten aan het Rijksinstituut alle aangiften tot staving van de verschuldigde sommen toezenden in de vorm, voorgeschreven door de Minister die de Sociale Voorzorg onder zijn bevoegdheid heeft en binnen één maand na die waarin het pensioen en/of aanvullend voordeel is gestort. »

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 121, 10°, vierde lid, van de voornoemde wet van 9 augustus 1963, is elk uitbetalingsorganisme dat ten onrechte geen inhouding heeft verricht of de opbrengst ervan niet heeft gestort van rechtswege in gebreke. Op de bedragen die niet binnen deze termijn werden betaald is het uitbetalingsorganisme een opslag van 10 pct. verschuldigd, alsmede een verwijlinterest van 12 pct. per jaar, te rekenen vanaf het verstrijken van deze termijn tot op de dag waarop de betaling plaatsvindt.

Het niet verschaffen aan het Rijksinstituut van de in artikel 4 van dit besluit bedoelde aangifte in de vorm en binnen de termijn die zijn voorgeschreven verplicht het uitbetalingsorganisme tot het betalen van een forfaitaire vergoeding van 1 000 frank, vermeerderd met 100 frank per rechtshabende en met 100 frank per tranche van 100 000 frank gestort pensioen.

Het Rijksinstituut is belast met de invordering van de in deze paragraaf bedoelde bedragen. »

2^o le § 2, alinéa 1er, est abrogé.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 octobre 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

F. 85 — 2146

14 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 24, modifié par les lois des 24 décembre 1963, 8 avril 1965 et 8 août 1960, et l'article 25, § 2, modifié par la loi du 8 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques;

Vu l'avis émis les 23 juillet et 3 septembre 1985 par le Conseil technique des spécialités pharmaceutiques institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis émis le 16 septembre 1985 par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite que les dispositions du présent arrêté doivent entrer en vigueur le plus vite possible et que l'application du présent arrêté implique une prompte information des intéressés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au chapitre I :

a) insérer les spécialités pharmaceutiques suivantes :

2^o de § 2, eerste lid, wordt opgeheven.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

N. 85 — 2146

14 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische verstrekkingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965 en 8 augustus 1980, en artikel 25, § 2, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische verstrekkingen;

Gelet op het advies uitgebracht op 23 juli en 3 september 1985 door de technische Raad voor farmaceutische specialiteiten ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies uitgebracht op 16 september 1985 door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een efficiënte werking van de rijksadministratie maakt dat de bepalingen van dit besluit zo snel mogelijk in werking moeten treden en dat de toepassing van dit besluit een tijdige informatie van de betrokkenen noodzakelijk maakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van farmaceutische verstrekkingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in hoofdstuk I :

a) volgende farmaceutische specialiteiten invoegen :

Critère Criterium	Dénomination et conditionnements Benaming en verpakkingen	Observations Opmerkingen	Bases de remboursement Basis van tegenwoordiging	Intervention du bénéficiaire, visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963 Aandeel van de rechtzittende beoogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963	Intervention du bénéficiaire, autre que celui visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963 Aandeel van de rechtzittende, andere dan deze beoogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963
C-56	DIBERTIL Christiaens 30 caps. à 5 mg. 30 caps. à 10 mg. * pr. caps. à 5 mg. * pr. caps. à 10 mg.		118,— 213,— 2,87 5,17	59,— 106,—	59,— 106,—